



# Bonnes pratiques socio-économiques dans la production bioénergétique moderne

Atténuer les risques et accroître les opportunités pour la sécurité alimentaire

## REMERCIEMENTS

Cette note de politique a été préparée sous la direction de Heiner Thofern, Fonctionnaire principal chargé de la gestion des ressources naturelles, Division du climat, de l'énergie et des régimes fonciers (NRC).

Nous tenons à remercier tous les producteurs qui ont répondu à notre demande d'information sur des exemples de mise en œuvre de bonnes pratiques. Nous remercions également Sharon Darcy et Ivan Grifi pour leur aide à la mise en forme du présent document.

Le travail a été réalisé dans le cadre du projet BEFSCI -Critères et Indicateurs sur la bioénergie et la sécurité alimentaire (GCP/INT/081/GER) financé par le Ministère fédéral allemand de l'alimentation, de l'agriculture et de la protection des consommateurs (BMELV).

Les exemples ci-dessous sont tirés d'informations provenant directement des producteurs et qui n'ont pas été vérifiées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), tout comme la documentation photographique, sauf indication contraire. La mention de producteurs/projets spécifiques n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

La présentation des données figurant dans cette note n'implique de la part de la FAO aucune prise de position. Les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de la FAO.

Tous droits réservés. La FAO encourage la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Les utilisations à des fins non commerciales seront autorisées à titre gracieux sur demande. La reproduction pour la revente ou à d'autres fins commerciales, y compris à des fins didactiques, pourra être soumise à des frais. Les demandes d'autorisation de reproduction ou de diffusion de matériel dont les droits d'auteur sont détenus par la FAO et toute autre requête concernant les droits et les licences sont à adresser par courriel à l'adresse [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org) ou au Chef de la Sous-Division des politiques et de l'appui en matière de publications, Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie

© FAO 2011

Photo de couverture: © FAO

# Bonnes pratiques socio-économiques dans la production bioénergétique moderne

Atténuer les risques et accroître les opportunités pour la sécurité alimentaire

Elizabeth Beall et Andrea Rossi

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE  
2011

## APERÇU

Le développement des bioénergies modernes peut avoir divers impacts environnementaux et socio-économiques - positifs et négatifs- susceptibles de créer à la fois des opportunités et des risques pour la sécurité alimentaire. Afin de réduire au minimum ces risques et d'accroître les opportunités, les producteurs de bioénergie peuvent mettre en œuvre une série de "bonnes pratiques", c'est-à-dire des pratiques qui "contribuent concrètement à la durabilité environnementale, économique et sociale de la production agricole, et qui se traduisent par des produits agricoles sains et salubres qu'ils soient destinés ou non à l'alimentation" (FAO, 2011).

Si de nombreux travaux ont été conduits sur les bonnes pratiques agricoles et forestières, rares sont les exemples concrets de mise en œuvre de ces pratiques – en particulier d'ordre socio-économique – dans le contexte de la production bioénergétique qui ont été documentés et analysés.

Le Projet BEFSCI de la FAO (voir encadré 1) a lancé une enquête auprès des producteurs de bioénergie pour recueillir des exemples de mise en application de bonnes pratiques socioéconomiques dans ce secteur.

Les grandes dimensions socio-économiques susceptibles d'être touchées par la production de bioénergie sont les suivantes:

- ACCÈS À LA TERRE
- EMPLOI, SALAIRES ET CONDITIONS DE TRAVAIL
- CRÉATION DE REVENUS ET INCLUSION DES PETITS EXPLOITANTS
- SÉCURITÉ ALIMENTAIRE LOCALE
- DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE
- SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE ET ACCÈS LOCAL À L'ÉNERGIE
- ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

Cette publication décrit leur importance pour les dimensions spécifiques de la sécurité alimentaire (voir Encadré 2). Pour chacune de ces dimensions figurent la liste des bonnes pratiques fournies par les répondants et un exemple de leur mise en œuvre.

La série intégrale d'exemples présentés par les producteurs de bioénergie en réponse à l'enquête du BEFSCI est accessible ici: [www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci/69264](http://www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci/69264)

Le projet BEFSCI a compilé en outre une série de bonnes pratiques environnementales dans la production de matières premières pour la bioénergie<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Le rapport BEFSCI de la FAO "Good Environmental Practices in Modern Bioenergy Production - Minimizing Risks and Increasing Opportunities for Food Security" est disponible ici: [www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci/fr](http://www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci/fr)

Par ailleurs, le BEFSCI a élaboré un rapport intitulé *Instruments de Politique pour Promouvoir de Bonnes Pratiques dans la Production Bioénergétique Moderne*, disponible à l'adresse suivante: [www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci](http://www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci)

### Encadré 1. Le Projet FAO des Critères et indicateurs sur la bioénergie et la sécurité alimentaire (BEFSCI)

Le projet FAO des Critères et indicateurs sur la bioénergie et la sécurité alimentaire (BEFSCI) a mis au point une série de critères, d'indicateurs, de bonnes pratiques et d'options de politique relatifs à la production durable de bioénergie propres à promouvoir le développement rural et la sécurité alimentaire, dans le but d':

- Eclairer la mise au point de cadres nationaux visant à empêcher le risque d'impacts négatifs et à accroître les opportunités des progrès bioénergétiques sur la sécurité alimentaire; et
- Aider les pays en développement à surveiller et à répondre aux impacts de la bioénergie sur la sécurité alimentaire et ses diverses dimensions et sous-dimensions.

### Encadré 2. La sécurité alimentaire et ses quatre dimensions: quelques définitions<sup>i</sup>

**SÉCURITÉ ALIMENTAIRE:** "La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active" (Sommet mondial de l'alimentation, 1996). Elle comporte quatre dimensions: disponibilité, accès, utilisation et stabilité.

- *Disponibilité alimentaire:* "la disponibilité d'aliments en quantité suffisante et de qualité appropriée, dont l'approvisionnement est assuré par la production nationale ou les importations [...]" (FAO, 2006).
- *Accès à la nourriture:* Accès de tous à des ressources adéquates (droits) leur permettant d'acquérir une nourriture adéquate et nutritive [...]" (FAO, 2006).
- *Utilisation:* Utilisation de la nourriture dans le cadre d'une alimentation adéquate, d'eau potable, d'assainissement et des soins de santé de façon à obtenir un état de bien-être nutritionnel qui permette de satisfaire tous les besoins physiologiques. [...]" (FAO, 2006).
- *Stabilité:* Pour parvenir à la sécurité alimentaire, une population, un ménage ou une personne doit avoir un accès permanent à une nourriture adéquate. Cet accès à la nourriture ne doit être menacé ni par l'émergence de chocs soudains (par exemple, une crise économique ou climatique) ou par des événements cycliques (par exemple, une insécurité alimentaire saisonnière). [...]" (FAO, 2006).

<sup>i</sup> Pour les définitions intégrales, voir [www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci/definitions/fr](http://www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci/definitions/fr)



## ACCÈS À LA TERRE

L'accès à la terre (en particulier la terre destinée à l'agriculture, à la foresterie et aux pâturages) est un préalable indispensable pour permettre aux populations d'accéder aux ressources et aux services d'écosystème dispensés par cette terre, et qui sont essentiels pour leur sécurité alimentaire.

Le développement des bioénergies modernes peut donner lieu à la conversion de certains types de terres, y compris les forêts et les pâturages. Cela peut se traduire, à son tour, par un accès réduit des communautés locales aux ressources et aux services écosystémiques de ces terres, capitaux pour leur sécurité alimentaire et, dans certains cas, pour leur sécurité énergétique.

Qui plus est, des portions de terres publiques utilisées par les communautés locales dans le cadre de mécanismes formels ou informels peuvent être allouées par les gouvernements des pays en développement en vue d'investissements liés aux bioénergies. Le développement de la bioénergie peut également aboutir à une concentration accrue des terres, due aux économies d'échelle importantes requises pour certains types de production de matières premières. Ces deux facteurs peuvent ainsi réduire l'accès à la terre des petits exploitants et des groupes vulnérables, en particulier dans les zones caractérisées par l'insécurité de la tenure foncière.

Enfin, le développement de la bioénergie peut contribuer à revaloriser la terre, avec des avantages pour les propriétaires, mais des effets délétères potentiels sur les populations n'ayant pas des droits fonciers garantis. Ce renchérissement des terres, toutefois, peut inciter à identifier et cartographier les droits fonciers, y compris les droits coutumiers, et avoir des conséquences positives sur la sécurité de la tenure foncière.

### **Bonnes pratiques visant à sauvegarder l'accès à la terre pour les communautés locales**

Les exemples suivants de bonnes pratiques ont été communiqués par les producteurs de bioénergie:

- [Consultation](#)
- [Cartographie des droits fonciers coutumiers](#)
- [Indemnisation équitable des propriétaires / utilisateurs des terres](#)
- [Mécanismes de résolution des conflits](#)
- [Inclusion des petits exploitants dans la filière bioénergétique](#)

### **Exemple de mise en œuvre. Vaste consultation publique et cartographie des droits fonciers coutumiers**

**ADDAX BIOENERGY, Sierra Leone**

Addax Bioenergy (ABSL), une filiale du Groupe international Addax & Oryx Ltd (AOG) spécialisé dans le domaine de l'énergie, a lancé un projet intégré d'énergies renouvelables à Makeni en Sierra Leone, qui produira à la fois de l'éthanol anhydre à partir de canne à sucre et de l'électricité « verte ». La société a conduit une analyse approfondie des impacts environnementaux, sociaux et sanitaires du projet (ESHIA), y compris 14 études spécialisées. Parallèlement à ce processus, ABSL a entamé une procédure publique de baux consistant en deux couches de documentation (baux fonciers et accords de reconnaissance). Afin de garantir un processus équitable et transparent, deux cabinets d'avocats ont été engagés, l'un en représentation d'Addax Bioenergy et l'autre choisi par les communautés et les Conseils de Chefferie pour défendre leurs intérêts et s'assurer que les baux étaient bien compris par toutes les parties concernées.

Le projet de bail a été examiné et négocié au cours de plusieurs réunions échelonnées sur une période de onze mois. Il a d'abord été présenté aux districts, aux responsables des Chefferies et aux propriétaires traditionnels, qui, à leur tour, étaient chargés de discuter le document avec leurs communautés. Des réunions ont été ensuite organisées avec les villages concernés. Des invitations aux réunions ont été envoyées aux propriétaires fonciers et les frais de transport pour s'y rendre pris en charge par ABSL. Les baux ont été officiellement enregistrés auprès de l' « Administrator & Registrar-General ». Les loyers ont été versés à l'Administrateur de District pour être partagés entre les propriétaires, Conseils de chefferie, Administrations de district et Gouvernement de la Sierra Leone. Les paiements directs aux propriétaires, qui détiennent 64 pour cent du bail, sont publics et transparents. ABSL est en train de procéder à la cartographie des droits fonciers coutumiers pour verser un juste dédommagement aux propriétaires traditionnels.



*Les informations de cet encadré se basent sur les informations fournies directement par les producteurs et non vérifiées par la FAO.*

*Pour l'exemple intégral, voir:*

*<http://www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci/gpse/addax.pdf>*

## EMPLOI, SALAIRES ET CONDITIONS DE TRAVAIL

L'emploi et les salaires sont un des moyens primordiaux permettant aux populations de se procurer les ressources financières nécessaires pour acheter de la nourriture. La qualité de l'emploi et les conditions de travail sont également importantes, car elles peuvent affecter qui a accès à l'emploi et si les travailleurs, le cas échéant, en tirent profit.

L'essor de la bioénergie moderne peut créer de nouvelles occasions d'emploi tout au long de la filière et en particulier dans la production de matières premières (surtout à faible coefficient de mécanisation). La plupart des emplois créés dans ce domaine seront concentrés autour de la récolte, et pourraient se traduire par un accroissement du flux de travailleurs migrants – tendanciellement très vulnérables – si la main d'œuvre locale n'est pas suffisante. Parallèlement, la production de bioénergies est susceptible de déplacer d'autres activités économiques et les emplois qui s'y rattachent, et pourrait rivaliser, en termes de besoins de main d'œuvre, avec d'autres types de production agricole, notamment de production vivrière. Si la production bioénergétique se traduit par une augmentation de la demande de main d'œuvre, elle pourrait avoir des retombées positives sur les salaires. Toutefois, en l'absence de bonnes pratiques, elle aura un impact négatif sur les salaires et les conditions de travail, en particulier dans la production de matières premières, compte tenu du fait que cette dernière représente une part importante des coûts totaux de production bioénergétique. Dans un secteur et un marché fortement compétitif, cela pourrait faire baisser les salaires et les conditions de travail. Vu leur vulnérabilité, les travailleurs migrants pourraient être particulièrement concernés.

### Bonnes pratiques visant à garantir un travail décent

Les exemples suivants de bonnes pratiques ont été communiqués par les producteurs de bioénergie:

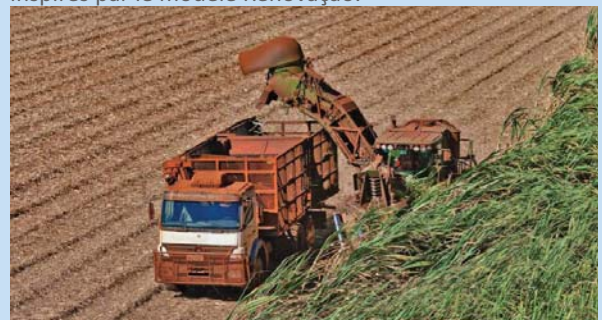
- **Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail<sup>2</sup> et Conventions apparentées<sup>3</sup>**
  - ISO 26000 – Responsabilité sociale<sup>4</sup>;
  - Responsabilité sociale (SA) 8000<sup>5</sup>
- **Salaire minimum**

<sup>2</sup> [www.ilo.org/declaration/lang--fr/index.htm](http://www.ilo.org/declaration/lang--fr/index.htm)

<sup>3</sup> Conventions OIT: 87: Liberté d'association et protection du droit de s'organiser, 1948; 98: Droit d'organisation et de négociation collective, 1949; 29: Travaux forcés, 1930; 105: Abolition des travaux forcés, 1957; 138: Age minimum, 1973; 182: Pires formes du travail des enfants, 1999; 100: Egalité de rémunération, 1951; 111: Discrimination (Emploi et profession), 1958.

### Exemple de mise en œuvre Réinsertion des coupeurs de cannes UNICA, Sao Paulo, Brésil

UNICA, l'association brésilienne des industries de canne à sucre est une organisation à but non lucratif qui représente, à l'échelle nationale et internationale, les intérêts des grands producteurs de sucre, d'éthanol et de bioélectricité implantés dans la région Sud-Centre du Brésil. Pendant des siècles, la canne à sucre a été récoltée à la main dans le monde entier. Toutefois, les progrès technologiques et les problématiques liées à l'environnement ont accru la demande de récolte mécanisée qui élimine le recours au feu, améliore les conditions du sol et réduit les émissions. Avec la mécanisation de la récolte, l'industrie de la canne à sucre s'est penchée sur le problème du recyclage des ouvriers agricoles dans de nouvelles activités. En 2009, le programme *Renovação* (Renouveau) a été lancé. Coordonné par UNICA et FERAESP (Union des travailleurs agricoles de São Paulo), le programme vise à requalifier 3 000 anciens coupeurs de cannes et membres de la communauté par an pour des emplois hautement qualifiés dans les usines de sucre et d'éthanol, mais aussi dans d'autres secteurs de l'économie. L'industrie et les travailleurs définissent ensemble les types de cours de requalification, comme par exemple, opérateurs de récolte et soudeurs à l'horticulture et à l'inclusion numérique, en fonction de la demande de main d'œuvre d'une région donnée. La caractéristique multipartenaires du programme est accentuée par le fait qu'il est également soutenu par Case IH, John Deere, Syngenta et Iveco – sociétés de pointe dans la filière d'approvisionnement de la canne à sucre – ainsi que par Solidaridad, une ONG des Pays-Bas, et la Banque interaméricaine de développement (BID). Depuis son lancement, le programme a formé plus de 4 000 professionnels, dont 56% ont été immédiatement réembauchés après la formation. Le programme a en outre servi d'exemple vu que plus de 15 000 travailleurs supplémentaires ont été habilités dans des programmes similaires par des membres individuels de l'UNICA inspirés par le modèle *Renovação*.



Les informations de cet encadré se basent sur les informations fournies directement par les producteurs et non vérifiées par la FAO.

Pour l'exemple intégral, voir: [www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci/gpse/unica.pdf](http://www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci/gpse/unica.pdf).

<sup>4</sup> [www.iso.org/iso/iso\\_catalogue/management\\_and\\_leadership\\_standards/social\\_responsibility.htm](http://www.iso.org/iso/iso_catalogue/management_and_leadership_standards/social_responsibility.htm)

<sup>5</sup> [www.sa-intl.org/index.cfm?fuseaction=Page.ViewPage&PageID=937](http://www.sa-intl.org/index.cfm?fuseaction=Page.ViewPage&PageID=937)

## CRÉATION DE REVENUS ET INCLUSION DES PETITS EXPLOITANTS

Les revenus non salariaux (travail indépendant) peuvent être un moyen important d'obtenir les ressources servant à acheter de la nourriture.

Le développement des bioénergies modernes peut créer de nouvelles opportunités de création d'entreprises et de revenus, y compris pour les petits exploitants<sup>6</sup> et les petites et moyennes entreprises, tout au long de toute la filière.

Cependant, il faut souvent d'importantes économies d'échelle dans la production de bioénergie. Cela peut porter à la concentration de la production de matières premières pour la bioénergie et à une tendance à l'intégration verticale, ce qui exclurait les petits exploitants de marchés mondiaux potentiellement lucratifs.

Les enjeux auxquels sont confrontés les petits agriculteurs s'ils veulent participer aux mécanismes de certification bioénergétique— qui sont un préalable à l'accès à certains marchés— peuvent accentuer cette tendance.

### Bonnes pratiques visant à promouvoir la création de revenus et à faciliter l'inclusion des petits exploitants

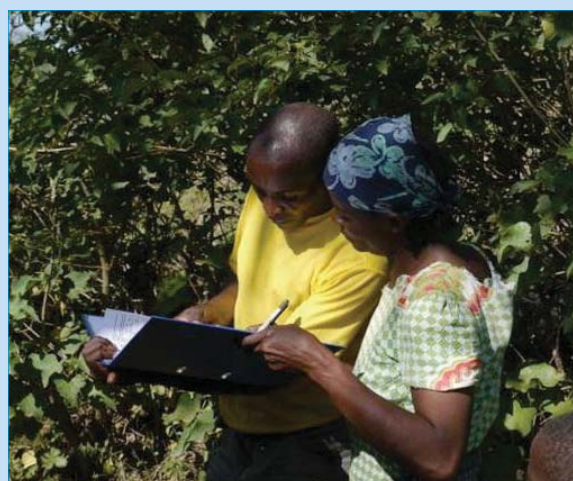
Les exemples suivants de bonnes pratiques ont été communiqués par les producteurs de bioénergie:

- Contrats avec des pourvoyeurs de biens et services locaux
- Liberté d'association et de négociation collective
- Accès au crédit
- Prix justes et transparents
- Partage des bénéfices
- Mécanismes de résolution des conflits
- Profit sharing
- Conflict resolution mechanisms

Pour une analyse approfondie des questions liées à l'insertion des petits exploitants sur la base des trois études de cas, et les recommandations relatives, voir le rapport du BEFSCI *Smallholders in Global Bioenergy Value Chains and Certification - Evidence from Three Case Studies*, disponible ici: [www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci/fr](http://www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci/fr)

### Exemple de mise en œuvre. Garantir l'inclusion des petits exploitants DILIGENT, Tanzanie

Diligent Tanzania Ltd est une société commerciale qui produit de l'huile de jatropha et produits dérivés. Elle encourage la culture de jatropha par les petits agriculteurs et garantit un marché pour un prix minimum. Les agriculteurs sont incités à planter des haies de jatropha autour de leurs champs, et à récolter les graines sur les haies déjà existantes. La haie protège leurs cultures des animaux d'élevage et sert de ligne de démarcation de leurs champs. Les petits exploitants cueillent les fruits, les décortiquent et vendent les graines à un centre de ramassage local en échange d'argent liquide. Diligent transporte ensuite les graines jusqu'à son site à Arusha, où elles sont pressées dans une presse mécanique. L'huile de jatropha est ensuite filtrée, stockée et vendue localement ou exportée. Le tourteau est pressé en briquettes qui sont vendues au marché local pour servir de combustible pour la cuisine.



Les informations de cet encadré se basent sur les informations fournies directement par les producteurs et non vérifiées par la FAO.

Pour l'exemple intégral, voir:  
<http://www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci/gpse/diligent.pdf>

<sup>6</sup> On estime à 500 millions les petites exploitations de moins de 2 hectares dans le monde. La terre des petites fermes est souvent sous-exploitée à cause du manque de capacités techniques et d'accès au marché.



## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE LOCALE

Le développement de la bioénergie moderne peut avoir des répercussions sur la sécurité alimentaire locale, par les multiples effets socio-économiques décrits dans cette note.

De surcroît, la demande bioénergétique peut contribuer à accroître la production agricole du fait de l'expansion et/ou de l'intensification des terres, ce qui peut influencer sur la disponibilité locale (à la hausse ou à la baisse) de cultures vivrières de base, en fonction des terres et des cultures/matières premières servant aux bioénergies et de la mesure dans laquelle les cultures de base sont déplacées ou converties à la production de bioénergie.

Les cultures de matières premières destinées à la bioénergie pourraient modifier la demande de ressources et d'intrants, comme la terre, l'eau et les engrais, et rivaliser ainsi avec les cultures vivrières de base.

Enfin, le développement des bioénergies modernes peut créer des emplois et des opportunités rémunératrices pour les communautés locales, renforçant ainsi l'accès à la nourriture.

### Bonnes pratiques pour sauvegarder ou accroître la sécurité alimentaire locale

Les exemples suivants de bonnes pratiques ont été communiqués par les producteurs de bioénergie:

- **Systèmes intégrés alimentation-énergie**
- **Parcelles de subsistance**
- **Fourniture d'intrants agricoles et/ou matériels améliorés**
- **Formation aux bonnes pratiques agricoles**
- **Fourniture de nourriture**
- **Fourneaux améliorés**

Pour une série d'indicateurs servant à évaluer les effets tant positifs que négatifs de la bioénergie sur la sécurité alimentaire au niveau national et des opérateurs, voir le rapport BEFSCI *Impacts of Bioenergy on Food Security - Guidance on Assessment and Response at National and Project Levels*, disponible ici: [www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci/fr](http://www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci/fr)

### Exemple de mise en œuvre. Améliorer la sécurité alimentaire et énergétique des petits exploitants

GIZ, Malawi

Le Programme intégré pour la sécurité alimentaire (IFSP) mis en œuvre dans le district de Mulanje de 1996 à 2004 par GIZ, a encouragé les cultures intercalaires de pois d'Angole (*Cajanus cajan*) et de maïs, la denrée de base locale. Cette activité de diversification a été complétée par l'introduction de très simples fourneaux en terre cuite économes en combustible. Beaucoup d'habitants de la communauté n'ont pas acheté de bois de feu depuis plus de 5 ans, depuis qu'ils utilisent les fourneaux fonctionnant aux tiges de pois d'Angole. Dans le cas de l'IFSP Mulanje, la promotion de nouvelles variétés de pois d'Angole faisait partie du programme de diversification des cultures. La promotion de fourneaux et de pratiques de cuisson améliorés faisait partie de la composante transformation et utilisation des aliments du programme, de sorte qu'aucune autre ressource n'a été nécessaire pour la mise en œuvre. Les gens ont eu l'idée d'utiliser les tiges eux-mêmes, ce n'était pas un objectif du programme, mais un avantage complémentaire. Les pois d'Angole alternés au maïs ont fourni une nouvelle culture vivrière riche en protéines ayant un bon potentiel de vente et de création de revenus sur la même parcelle. Par ailleurs, ils ont permis d'améliorer les conditions du sol grâce au piégeage de l'azote, au paillis (meilleure capacité de rétention d'eau) et à la diminution de l'érosion du sol (couvert végétal prolongé).



Les informations de cet encadré se basent sur les informations fournies directement par les producteurs et non vérifiées par la FAO.

Pour l'exemple intégral, voir: [www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci/gpse/giz.pdf](http://www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci/gpse/giz.pdf)



## DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Le développement des bioénergies modernes peut apporter des investissements en capital qui seront les bienvenus pour les zones rurales, contribuant ainsi à l'essor économique et social des communautés locales. En outre, les sociétés de bioénergie pourraient mettre en œuvre des programmes de développement communautaire.

L'efficacité de ces programmes dépendra de la mesure dans laquelle ils reflètent les conditions socio-économiques et les coutumes locales, ainsi que les besoins spécifiques, les capacités, et les souhaits des communautés ciblées. S'ils ne sont pas bien conçus, ces programmes pourraient avoir des répercussions négatives sur les communautés.

### Bonnes pratiques pour renforcer le développement de la communauté

Les exemples suivants de bonnes pratiques ont été communiqués par les producteurs de bioénergie:

- Développement ou amélioration des infrastructures locales
- Programmes de formation et d'éducation
- Matériels /appareils et information de santé et de sécurité
- Micro-crédit et mécanismes de soutien financier



### Exemple de mise en œuvre. Améliorer les moyens d'existence locaux par le développement de la communauté PROJET SUCRIER DE MARKALA, Mali

Le "Projet sucrier de Markala" au Mali est un partenariat public-privé (PPP) qui prévoit le développement de 14 132 hectares de plantations de canne à sucre pour produire 190 000 tonnes de sucre, 15 millions de litres d'éthanol, et la cogénération de 30 MW d'électricité par an. Le principal objectif du projet est de rendre le pays autosuffisant en sucre et réduire ainsi ses importations, ce qui aura un effet positif direct sur sa balance des paiements. En outre, le projet aura un impact de développement significatif sur la population locale.

Le projet créera un centre de technologie, qui encouragera la population à rester dans la région, réduisant ainsi l'exode rural. La participation des communautés locales en tant que cultivateurs indépendants de canne à sucre favorisera une plus grande appropriation du projet par la collectivité et un développement local et régional plus harmonieux et équilibré. En outre, les agriculteurs bénéficieront du système par aspersion pour irriguer leurs cultures de riz et de légumes, ce qui leur permettra de diversifier et de garantir leur production. Dans le cadre du Plan de gestion environnementale et sociale (ESMP) du projet, un plan de réduction de la pauvreté (PAP) a été préparé pour les communautés touchées par le projet. Ce plan décennal est un engagement du gouvernement à moyen terme visant à aider 6 012 ménages de 85 localités de la zone du projet MSP à poursuivre ou démarrer des activités économiques rentables en contribuant au développement économique durable des communautés dans le but d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le PAP donne la priorité aux personnes vulnérables identifiées. Dans le cadre du PAP, le projet fournira un dispensaire, trois écoles, neuf points d'eau, dix centres de formation, trois centres polyvalents équipés, deux cents kilomètres de pâturages, dix centres de vaccination du bétail, dix hectares d'étangs piscicoles, dix pépinières de village, quinze entrepôts, vingt presses de beurre de karité et la construction ou l'achat de vingt décortiqueurs d'ici la fin du projet. Ce plan permettra de développer les plantations-satellites avec un impact positif sur la sécurité alimentaire de la région, tandis que le projet fournira en plus l'électricité aux communautés locales.

*Les informations de cet encadré se basent sur les informations fournies directement par les producteurs et non vérifiées par la FAO.*

*Pour l'exemple intégral, voir: [www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci/gpse/markala.pdf](http://www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci/gpse/markala.pdf)*

## SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE ET ACCÈS LOCAL À L'ÉNERGIE

La sécurité de l'alimentation énergétique peut influencer sur la vulnérabilité des pays face aux chocs de la demande et de l'offre sur les marchés énergétiques. Ces chocs peuvent se répercuter, en particulier dans les pays en développement, sur la balance commerciale et la stabilité macroéconomique globale, avec des répercussions sur la sécurité alimentaire.

Si le développement des bioénergies modernes porte à une offre plus diversifiée d'énergie, cela peut contribuer à accroître la sécurité de l'alimentation, avec des conséquences positives sur la capacité de ces pays d'atteindre et de perpétuer la sécurité alimentaire de leurs peuples.

L'accès à l'énergie, en particulier aux services énergétiques modernes, est capital tant pour le développement social et économique que pour la sécurité alimentaire. L'accès à l'énergie affecte la productivité du secteur agricole, et partant, la production/disponibilité de nourriture. L'accès aux services énergétiques modernes pour la cuisine est aussi important pour la préparation/utilisation de la nourriture.

Le développement des bioénergies modernes peut améliorer l'accès à l'énergie et aux services énergétiques modernes à des fins productives (agriculture et élevage) et domestiques (cuisine), en particulier dans les zones rurales, avec des effets positifs sur les moyens d'existence locaux et la sécurité alimentaire. Si le développement de la bioénergie contribue à réduire la dépendance vis-à-vis des sources de bioénergie traditionnelles telles que le combustible ligneux et le charbon de bois, cela pourrait avoir des effets bénéfiques sur la santé de l'homme et par conséquent, sur l'utilisation de la nourriture.

### **Bonnes pratiques visant à accroître la sécurité énergétique et l'accès local à l'énergie**

Les exemples suivants de bonnes pratiques ont été communiqués par les producteurs de bioénergie:

- Développement ou amélioration des infrastructures énergétiques
- Fourniture d'énergie pour les utilisations locales et/ou domestiques
- Fourneaux améliorés

### **Exemple de mise en œuvre: accroître l'accès à l'énergie en Afrique NOVIS, Sénégal**

NOVIS est une société privée qui conçoit des usines destinées à la production d'énergie, de chauffage et de refroidissement à partir de sources renouvelables dans les pays en développement. NOVIS a actuellement deux projets en cours au Sénégal: un projet de biogaz dans la région de Casamance et un projet pilote d'électrification rurale dans la région de Fatick.

En Casamance: Outre les ménages, le projet fournira de l'énergie 24h sur 24 aux écoles primaires, aux dispensaires, à la station de radio, au système d'alimentation en eau potable, à l'éclairage public et à toute une gamme d'entreprises de transformation agricole, de boutiques et d'autres petites entreprises. Ce projet contribuera à atteindre les objectifs fixés par le Gouvernement sénégalais consistant à doter les communautés rurales d'un accès aux énergies renouvelables, contribuant ainsi à leur développement social et économique. En particulier, l'électricité devrait attirer de nouvelles entreprises et créer de nouveaux emplois, et réduire ainsi l'exode des jeunes.

Région de Fatick: NOVIS a mis au point un système indépendant de production d'électricité et a installé un réseau pour alimenter cette zone. Le modèle d'entreprise et la fourniture d'électricité ont été conçus de manière à garantir une autonomie durable, sans autre intervention du maître d'œuvre du projet ou de tierces parties. Depuis la mise en œuvre du projet, les conditions de vie se sont sensiblement améliorées: sécurité, santé, revenus, etc. Le projet a également servi à renforcer la sensibilisation sur les énergies renouvelables, en particulier la biomasse, au Sénégal. Depuis août 2009, le projet n'a pas bénéficié de subventions du gouvernement sénégalais et les consommateurs n'ont subi aucune hausse de prix.

*Les informations de cet encadré se basent sur les informations fournies directement par les producteurs et non vérifiées par la FAO.*

*Pour l'exemple intégral, voir: [www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci/gpse/novis.pdf](http://www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci/gpse/novis.pdf)*

## ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

Le développement des bioénergies modernes aura des effets différents sur les hommes et les femmes au sein d'un même ménage, de même qu'au sein des ménages dirigés par un homme ou une femme, selon le contexte socio-économique et de politique. Cela est dû aux différents rôles et responsabilités de chaque sexe et aux inégalités entre les sexes déjà existantes, particulièrement en termes d'accès et de contrôle sur la terre et les biens de production en général, et aux pratiques discriminatoires historiques.

Les femmes et les ménages dirigés par une femme auront plus de probabilités d'être exclus que les hommes et les ménages dirigés par un homme des filières bioénergétiques modernes. Cela s'explique par la persistance d'inégalités entre les sexes régnant dans la plupart des pays en développement, en particulier en termes d'accès à - et de contrôle sur- les ressources et actifs suivants: terre, eau et autres ressources naturelles; intrants et matériels agricoles; services de vulgarisation agricole; crédit, en particulier mécanismes officiels de crédit; et marchés.

Si les femmes et les ménages dirigés par une femme sont exclus des avantages de la bioénergie moderne- tout en étant potentiellement exposés aux risques qu'elle présente - leur sécurité alimentaire pourra s'en ressentir.

### Bonnes pratiques visant à garantir l'égalité entre les sexes:

Les exemples suivants de bonnes pratiques ont été communiqués par les producteurs de bioénergie:

- Gestion sensible à la dimension de genre
- Politiques et programmes touchant la condition féminine
- Femmes aux postes de direction

### Exemple de mise en œuvre. Garantir l'égalité entre les sexes GODAVARI SUGAR MILLS, Inde

La société "Godavari Sugar Mills Ltd" opère dans un grand nombre de secteurs - notamment le sucre, l'énergie et l'alcool industriel - et ses usines sont situées dans les états de Karnataka et Maharashtra en Inde. Elle compte plus de 15 000 cultivateurs (chacun couvrant 2-5 acres<sup>i</sup>) travaillant pour sa bioraffinerie de Karnataka qui produit 1,5 million de tonnes de canne à sucre par an. Godavari tient à garantir un accès égal des femmes à l'éducation et aux services de développement communautaire conçus par la société. Par exemple, les centres d'éducation pour adultes offrent des cours du soir séparés pour les femmes et les hommes dans tous les villages de la zone des bioraffineries de Godavari. Le projet *Help A Child To Study*<sup>iii</sup> a été créé en 2002 pour aider les élèves à aller jusqu'au bout de leurs études supérieures. Des bourses ont été offertes aux étudiants de seconde pour poursuivre leurs études et couvrent toute une série de cours de « junior college » jusqu'aux facultés de médecine et d'ingénierie. *Help A Child* ne fait aucune discrimination entre les élèves sur la base de leur caste, de leur religion ou de leur sexe. Les seuls critères de parrainage sont le degré de pauvreté et leurs bons résultats scolaires, plus de 70 pour cent pour les filles et plus de 75 pour cent pour les garçons. Les élèves ont ainsi déjà prouvé leur potentiel et leur volonté de réussite durant leurs études.

*Les informations de cet encadré se basent sur les informations fournies directement par les producteurs et non vérifiées par la FAO.*

*Pour l'exemple intégral, voir: [www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci/gpse/godavari.pdf](http://www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci/gpse/godavari.pdf)*

<sup>i</sup> Par comparaison, une raffinerie de taille similaire au Brésil aurait au maximum une centaine de cultivateurs.

<sup>ii</sup> La capacité de production est récemment passée à plus de 3 millions de tonnes par an.

<sup>iii</sup> Pour plus d'informations sur l'organisation et sur le parrainage d'un enfant, consulter le site: [www.helpachild.in](http://www.helpachild.in)





Critères et Indicateurs sur la bioénergie et la sécurité alimentaire (BEFSCI)

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)  
Viale delle Terme di Caracalla  
00153 Roma, Italia

Plus d'informations  
[www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci/fr](http://www.fao.org/bioenergy/foodsecurity/befsci/fr)